



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Patrimoine  
culturel  
immatériel

**13 COM**

ITH/18/13.COM/12  
Paris, le 26 octobre 2018  
Original : anglais

## CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

### COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Treizième session  
Port-Louis, République de Maurice  
26 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 2018

**Point 12 de l'ordre du jour provisoire :**  
**Soumissions multiples de demandes d'assistance internationale**

#### Résumé

Le Bureau du Comité intergouvernemental a examiné un nombre croissant de demandes d'assistance internationale jusqu'à 100 000 dollars des États-Unis soumises par un seul et même pays. Conscient des possibles implications de cette tendance, en particulier pour la mise en œuvre globale du Fonds du patrimoine culturel immatériel, le Bureau a demandé que le Comité débattenne de ce sujet à la présente session. Ce document propose qu'une révision des Directives opérationnelles soit envisagée afin de limiter le montant de l'assistance internationale qui peut être accordée par le Bureau à un même pays ([décision 13.COM 2.BUR 7](#)).

**Décision requise :** paragraphe 13

1. Conformément au paragraphe 47 des Directives opérationnelles, les demandes d'assistance internationale jusqu'à 100 000 dollars des États-Unis (à l'exception des demandes d'assistance préparatoire) peuvent être soumises à tout moment. Le paragraphe 49 dispose en outre que ces demandes sont examinées et approuvées par le Bureau du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (dénommé ci-après « le Bureau »).
2. Lors de sa session du 22 mars 2018, le Bureau de la treizième session du Comité a débattu des problèmes liés au nombre croissant de demandes d'assistance internationale soumises au Bureau par un seul et même pays soit simultanément, soit coup sur coup. Cette discussion a été provoquée par la demande d'examen par le Bureau, au cours d'une seule réunion, de quatre demandes d'assistance internationale émanant d'un seul et même État partie (voir le document [ITH/18/13.COM 1.BUR/3](#)). Le Bureau a demandé au Secrétariat de faire le bilan de son expérience dans le domaine de l'octroi d'assistance internationale, en particulier s'agissant du nombre et du montant des demandes d'assistance soumises par un même pays et de présenter ce bilan à sa prochaine session ([décision 13.COM 1.BUR 4](#)).
3. La question a été abordée de deux points de vue liés : le nombre de demandes soumises au Bureau par un même pays au cours d'une période donnée ; et le montant de l'assistance demandée au Fonds du patrimoine culturel immatériel par un même pays auprès du Bureau. Conscient de l'impact global que la question aura sur la mise en œuvre du Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (document [ITH/18/13.COM 2.BUR/7](#)), le Bureau, à sa session du 7 juin 2018, a demandé qu'un point concernant ce sujet soit inscrit à l'ordre du jour de la présente session du Comité. L'objectif est de réfléchir à la possibilité de limiter le montant de l'assistance internationale qui peut être accordé par le Bureau à un seul et même pays ([décision 13.COM 2.BUR 7](#)), en envisageant d'éventuelles révisions des Directives opérationnelles à la quatorzième session du Comité si celui-ci le juge opportun. Le Bureau a ainsi suggéré de limiter le montant total qui peut lui être demandé par un seul et même pays soit par année (100 000 dollars des États-Unis), soit par biennium (200 000 dollars des États-Unis) quel que soit le nombre de demandes soumises. Le Secrétariat estime qu'il est plus approprié de limiter le montant à 200 000 dollars des États-Unis par biennium car cela donnerait plus de flexibilité aux États parties pour bénéficier du mécanisme d'assistance internationale. Le projet de décision va dans ce sens.
4. Afin de débattre de la question qui nous occupe, il convient auparavant d'observer le contexte général dans lequel les demandes multiples d'assistance internationale sont soumises à l'attention du Bureau. Depuis 2008, date à laquelle le mécanisme d'assistance internationale est devenu opérationnel, le Secrétariat a reçu un total de 173 demandes, de la part de 73 États parties, à soumettre au Bureau. Ces demandes concernent les trois principales catégories d'assistance suivantes :
  - a. les demandes d'assistance internationale jusqu'à 100 000 dollars des États-Unis<sup>1</sup> (formulaire ICH-04) ;
  - b. les demandes d'assistance internationale d'urgence, quel qu'en soit le montant ;
  - c. l'assistance préparatoire visant à l'inclusion d'un élément dans la Liste de sauvegarde urgente (formulaire ICH-05) ou le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde (formulaire ICH-06).
5. Le nombre de demandes soumises par les États au Secrétariat n'est pas identique au nombre de demandes finalement examinées par le Bureau. Sur les 173 demandes susmentionnées, le Bureau n'a examiné que 97 demandes soumises par 52 États parties, 13 dossiers étant par ailleurs en cours de traitement par le Secrétariat. Cela est dû au fait que les 63 demandes qui n'ont pas été présentées au Bureau étaient : (i) considérées par le Secrétariat comme étant « inappropriées » – non soumises par une autorité gouvernementale officielle et, par conséquent, non traitées (20 demandes) ; (ii) encore « incomplètes » et, par conséquent,

---

1. Depuis la résolution de l'Assemblée générale (juin 2016) d'augmenter le plafond des demandes d'assistance internationale examinées par le Bureau de 25 000 à 100 000 dollars des États-Unis ([résolution 6.GA 7](#)).

renvoyées en tant que telles à l'État soumissionnaire (8 demandes) ; ou (iii) retirées avant leur examen par le Bureau, souvent suite à une demande par le Secrétariat d'informations supplémentaires sur le projet (35 demandes).

6. Le Secrétariat a prévu de rendre disponibles, sur le site web de la Convention, les informations sur les demandes d'assistance internationale soumises ainsi que leur statut. Cette proposition s'inscrit dans le cadre du plan de dépenses présenté à cette session du Bureau (voir le document [ITH/18/13.COM 2.BUR/3](#)) en ce qui concerne l'utilisation de 20 pour cent des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2019. Dans l'attente de la finalisation de ce travail, l'annexe au présent document présente la liste des demandes d'assistance internationale soumises à l'attention du Bureau entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 30 juin 2018.

#### **Nombre de demandes soumises au Bureau par un même pays**

7. Au cours des dix dernières années, 35 États n'ont soumis qu'une seule demande au Bureau tandis que six États ont fait une demande d'assistance au moins cinq fois. Il convient de noter que trois États ont fait une demande d'assistance plus de dix fois chacun ce qui représente environ un quart de toutes les demandes reçues afin d'être traitées par le Bureau. Un autre exemple de soumissions multiples concerne sept États qui ont soumis trois ou plus de trois demandes simultanément ou coup sur coup en moins d'un an. Bien que des demandes multiples aient été soumises régulièrement par les États et tout au long de la période prise en considération, la tendance s'est quelque peu accélérée depuis 2016 avec sept États ayant soumis au Bureau au moins deux demandes dans la même année calendaire. Les quatre demandes soumises par un même pays et examinées par le Bureau en mars 2018 confirment cette tendance.

#### **Montant de l'assistance demandée au Bureau par un même pays**

8. Depuis la résolution de l'Assemblée générale de juin 2016 d'augmenter le plafond des demandes d'assistance internationale examinées par le Bureau de 25 000 dollars des États-Unis à 100 000 dollars des États-Unis ([résolution 6.GA 7](#)), le montant moyen des demandes d'assistance traitées par le Bureau a augmenté de 152 pour cent, passant de 33 985 dollars des États-Unis à 85 766 dollars des États-Unis, ce qui a conduit à une augmentation du montant total de l'assistance accordée par année. De la même façon, le montant total des sommes approuvées par le Bureau de janvier 2016 à octobre 2018 (2 382 215 dollars des États-Unis) est déjà 26 pour cent plus élevé que le montant cumulé approuvé entre 2008 et 2015 (1 894 868 dollars des États-Unis). Le montant plus élevé que le Bureau peut accorder signifie que l'impact sur le Fonds est proportionnellement plus élevé lorsqu'il y a des demandes multiples.

#### **Implications et mesures possibles**

9. Les implications de ces soumissions multiples peuvent être abordées sous différents angles. L'un des problèmes concerne la capacité des États à endosser les responsabilités de la mise en œuvre simultanée de plusieurs projets à l'échelle nationale. Jusqu'alors, dans quelques cas, le Secrétariat a estimé que des demandes multiples soumises ensemble ou prévoyant des périodes de mise en œuvre se chevauchant pouvaient être traitées si leur mise en œuvre respective dépendait d'agences différentes. Cette approche a été privilégiée selon l'idée que différentes agences présentes dans un même pays devraient pouvoir bénéficier du Fonds du patrimoine culturel immatériel car elles peuvent avoir des mandats et des domaines d'activités différents. Un autre problème est d'ordre administratif, le Secrétariat étant régulièrement confronté aux défis de clôturer des projets en raison de retards dans leur mise en œuvre au niveau national. À titre d'exemple, on peut citer le cas d'un projet qui n'a pu être clôturé avant plusieurs années alors que l'État continuait de soumettre d'autres demandes à mettre en œuvre par des agences différentes. Dans de tels cas, on peut s'interroger sur la conformité des nouvelles demandes au critère A.7 ([paragraphe 12](#) des Directives opérationnelles). Si l'on considère le risque financier que cela représente pour la mise en œuvre du Fonds du

patrimoine culturel immatériel, la conformité au critère A.7, envisagée comme une mesure d'atténuation des risques, est de la plus grande importance.

10. Des soumissions multiples de demandes d'assistance au Bureau par un même pays, simultanément ou coup sur coup, pourraient également susciter des inquiétudes pour la bonne gouvernance de la Convention. Conformément au paragraphe 51 des Directives opérationnelles de la Convention, les demandes d'assistance internationale d'un montant supérieur à 100 000 dollars des États-Unis doivent être évaluées par l'Organe d'évaluation et examinées par le Comité. Toutefois, de multiples soumissions jusqu'à 100 000 dollars des États-Unis pourraient être une manière de diviser une seule et grande demande en plusieurs petites demandes présentées au Bureau, en contournant ainsi l'autorité du Comité. Compte tenu du pouvoir de décision conféré au Bureau par le Comité, ce dernier souhaitera peut-être proposer lors de la présente session limiter le montant demandé par un même pays et traité par le Bureau, ce montant pouvant être défini par année ou par biennium.
11. Après l'approbation par l'Assemblée générale, en juin 2018, de la nouvelle équipe qui se consacrera pleinement à mieux mettre en œuvre les mécanismes d'assistance internationale ([résolution 7.GA 8](#)), les implications des demandes multiples seront encore plus flagrantes. On attend du recrutement de cette équipe qu'elle permette une augmentation encore plus rapide du volume des demandes soumises à l'attention des organes directeurs et traitées par le Secrétariat. Une telle augmentation viendra s'ajouter à celle déjà observée (voir le document [ITH/18/13.COM/INF.5.2](#)) qui est le fruit des efforts déployés par le Secrétariat au cours des dernières années.
12. Les Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention n'incluent actuellement aucune indication concernant le nombre de dossiers pouvant être soumis simultanément par un même État partie ou le montant cumulé d'assistance qu'un pays peut recevoir sur une période déterminée. Nonobstant la souveraineté de chaque État quant à la soumission de demandes d'assistance internationale, le Comité peut considérer qu'il est approprié, suite à la recommandation du Bureau, d'introduire « d'éventuelles révisions des Directives opérationnelles permettant de limiter le montant de l'assistance internationale du Fonds du patrimoine culturel immatériel, qui peut être accordée par le Bureau » à un seul pays ([décision 13.COM 2.BUR 7](#)). Une telle modification nécessitant une révision des Directives opérationnelles de la Convention, ce point pourrait être soumis à l'examen de la huitième session de l'Assemblée générale en 2020 et, afin de s'y préparer, les débats du Comité pourraient, si nécessaire, se poursuivre lors de sa quatorzième session. Compte tenu de la nature de ces demandes et du montant relativement peu élevé des demandes reçues, le Comité peut également juger préférable d'exclure les demandes d'assistance internationale d'urgence de cette limitation.
13. Le Comité souhaitera peut-être adopter la décision suivante :

#### **PROJET DE DÉCISION 13.COM 12**

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/18/13.COM/12,
2. Rappelant les décisions [13.COM 1.BUR 4](#) et [13.COM 2.BUR 7](#),
3. Prend note de l'analyse préparée par le Secrétariat sur les tendances émergentes en matière de soumissions multiples auprès du Bureau de demandes d'assistance internationale par un même pays ;
4. Exprime son inquiétude quant aux possibles implications sur l'administration du portefeuille de l'assistance internationale au titre du Fonds du patrimoine culturel immatériel ainsi que sur la gouvernance de la Convention de 2003, de soumissions multiples auprès du Bureau de demandes d'assistance internationale par un même pays ;

5. Souligne l'importance de la conformité au critère A.7 pour les nouvelles soumissions de demandes d'assistance internationale, à envisager comme un moyen d'atténuer les risques administratifs qu'impliquent des soumissions multiples ;
6. Demande au Secrétariat de proposer, pour examen à la quatorzième session du Comité, des révisions des Directives opérationnelles reflétant ses débats au cours de la présente session visant à limiter le montant demandé par un même pays auprès du Bureau (à l'exception des demandes d'urgence) à 200 000 dollars des États-Unis par biennium.

**ANNEXE**

**Demandes d'assistance internationale soumises à l'attention du Bureau  
entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 30 juin 2018**

<b>Année</b>	<b>Statut des demandes</b>	<b>Nombre de demandes</b>	<b>Montant total en dollars des États-Unis</b>
<b>Albanie</b>		<b>3</b>	<b>59 100</b>
2010	Approuvée	1	24 500
2013	Rejetée	1	24 800
2018	Approuvée	1	9 800
<b>Argentine</b>		<b>2</b>	<b>49 100</b>
2012	Rejetée	1	24 100
	Retirée	1	25 000
<b>Bénin</b>		<b>1</b>	
2012	Inappropriée / Pas examinée	1	
<b>Bolivie (État Plurinational de)</b>		<b>1</b>	<b>7 500</b>
2008	Approuvée	1	7 500
<b>Botswana</b>		<b>2</b>	<b>93 261</b>
2015	Approuvée	1	68 261
	Inappropriée / Pas examinée	1	25 000
<b>Burkina Faso</b>		<b>1</b>	<b>24 925</b>
2013	Renvoyée	1	24 925
<b>Burundi</b>		<b>1</b>	<b>89 467</b>
2017	Retirée	1	89 467
<b>Cambodge</b>		<b>4</b>	<b>100 000</b>
2011	Incomplète	2	50 000
	Retirée	1	25 000
2012	Retirée	1	25 000
<b>Cameroun</b>		<b>1</b>	<b>98 200</b>
2018	En cours de traitement	1	98 200
<b>Colombie</b>		<b>3</b>	<b>224 350</b>
2015	Approuvée	1	25 000
2018	Approuvée	2	199 350
<b>Côte d'Ivoire</b>		<b>4</b>	<b>335 805</b>
2008	Approuvée	1	6 000
	Retirée	1	5 000
2014	Approuvée	1	299 972
	Retirée	1	24 833
<b>Croatie</b>		<b>1</b>	<b>99 500</b>
2018	Inappropriée / Pas examinée	1	99 500
<b>Cuba</b>		<b>1</b>	<b>65 744</b>
2015	Approuvée	1	65 744
<b>Djibouti</b>		<b>2</b>	<b>121 900</b>
2010	Retirée	1	25 000
2018	En cours de traitement	1	96 900
<b>Équateur</b>		<b>2</b>	<b>62 300</b>
2008	Approuvée	1	6 000

2017	Retirée	1	56 300
<b>Égypte</b>		<b>2</b>	<b>30 000</b>
2009	Retirée	1	5 000
2013	Retirée	1	25 000
<b>El Salvador</b>		<b>1</b>	<b>24 995</b>
2016	Approuvée	1	24 995
<b>Érythrée</b>		<b>1</b>	<b>25 600</b>
2013	Retirée	1	25 600
<b>Eswatini</b>		<b>1</b>	<b>54 028</b>
2018	En cours de traitement	1	54 028
<b>Éthiopie</b>		<b>1</b>	<b>5 000</b>
2008	Approuvée	1	5 000
<b>Fidji</b>		<b>2</b>	<b>49 997</b>
2010	Retirée	1	24 997
2014	Approuvée	1	25 000
<b>France</b>		<b>1</b>	
2011	Inappropriée / Pas examinée	1	
<b>Gabon</b>		<b>1</b>	<b>24 560</b>
2013	Approuvée	1	24 560
<b>Géorgie</b>		<b>1</b>	<b>18 210</b>
2014	Retirée	1	18 210
<b>Grenade</b>		<b>1</b>	<b>25 000</b>
2016	Retirée	1	25 000
<b>Guatemala</b>		<b>3</b>	<b>56 957</b>
2009	Approuvée	1	8 000
2014	Retirée	1	24 000
2015	Renvoyée	1	24 957
<b>Guinée</b>		<b>2</b>	<b>105 000</b>
2010	Retirée	1	5 000
2018	En cours de traitement	1	100 000
<b>Haïti</b>		<b>1</b>	<b>98 970</b>
2018	Approuvée	1	98 970
<b>Honduras</b>		<b>3</b>	<b>30 000</b>
2011	Approuvée	1	10 000
	Retirée	2	20 000
<b>Îles Cook</b>		<b>1</b>	<b>100 000</b>
2018	En cours de traitement	1	100 000
<b>Inde</b>		<b>1</b>	
2015	Inappropriée / Pas examinée	1	
<b>Jordanie</b>		<b>1</b>	<b>10 000</b>
2018	Retirée	1	10 000
<b>Kenya</b>		<b>11</b>	<b>379 455</b>
2008	Approuvée	1	6 000
2011	Approuvée	1	17 668
	Inappropriée / Pas examinée	1	
	En cours de traitement	1	15 214
	Retirée	1	23 707

2013	Approuvée	3	191 866
2014	Inappropriée / Pas examinée	2	25 000
2018	Renvoyée	1	100 000
<b>Kirghizistan</b>		<b>1</b>	<b>99 950</b>
2017	Approuvée	1	99 950
<b>Lesotho</b>		<b>2</b>	<b>49 998</b>
2011	Retirée	1	25 000
2014	Approuvée	1	24 998
<b>Lettonie</b>		<b>1</b>	<b>6 000</b>
2008	Approuvée	1	6 000
<b>Malawi</b>		<b>3</b>	<b>149 732</b>
2011	Approuvée	1	24 947
	Inappropriée / Pas examinée	1	25 000
2018	En cours de traitement	1	99 785
<b>Mali</b>		<b>3</b>	<b>339 807</b>
2009	Approuvée	2	32 500
2013	Approuvée	1	307 307
<b>Maroc</b>		<b>2</b>	<b>84 540</b>
2014	Approuvée	1	14 100
2016	Approuvée	1	70 440
<b>Mauritanie</b>		<b>4</b>	<b>140 704</b>
2009	Approuvée	2	19 600
2017	Approuvée	1	94 300
2018	En cours de traitement	1	26 804
<b>Micronésie (États Fédérés de)</b>		<b>1</b>	<b>23 117</b>
2016	Renvoyée	1	23 117
<b>Mongolie</b>		<b>8</b>	<b>366 846</b>
2008	Approuvée	2	12 500
	Inappropriée / Pas examinée	1	
2009	Approuvée	1	24 000
2011	Approuvée	1	107 000
2013	Approuvée	1	24 900
2018	Approuvée	2	198 446
<b>Mozambique</b>		<b>2</b>	<b>125 610</b>
2017	Renvoyée	1	30 000
2018	En cours de traitement	1	95 610
<b>Namibie</b>		<b>3</b>	<b>135 000</b>
2011	Incomplète	1	25 000
2017	Approuvée	1	10 000
	Renvoyée	1	100 000
<b>Nicaragua</b>		<b>1</b>	<b>9 695</b>
2009	Approuvée	1	9 695
<b>Niger</b>		<b>2</b>	<b>535 724</b>
2017	Approuvée	1	257 829
2018	Retirée	1	277 895
<b>Nigeria</b>		<b>4</b>	<b>204 800</b>
2011	Retirée	1	24 800



2014	Rejetée	1	95 000
2018	Inappropriée / Pas examinée	2	85 000
<b>Ouganda</b>		<b>9</b>	<b>617 089</b>
2010	Incomplète	1	46 617
2011	Approuvée	2	224 570
2012	Approuvée	1	10 000
2013	Approuvée	1	24 990
2016	Approuvée	1	97 582
2017	Inappropriée / Pas examinée	1	65 000
2018	Inappropriée / Pas examinée	1	83 580
	Renvoyée	1	64 750
<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>		<b>2</b>	<b>38 850</b>
2010	Incomplète	1	15 000
2015	Inappropriée / Pas examinée	1	23 850
<b>Pérou</b>		<b>1</b>	<b>72 200</b>
2018	En cours de traitement	1	72 200
<b>Philippines</b>		<b>1</b>	<b>7 393</b>
2015	Approuvée	1	7 393
<b>Pologne</b>		<b>1</b>	
2016	Retirée	1	
<b>République Arabe Syrienne</b>		<b>3</b>	<b>51 175</b>
2010	Retirée	1	25 000
2011	Approuvée	2	26 175
<b>République démocratique du Congo</b>		<b>2</b>	<b>103 000</b>
2010	Inappropriée / Pas examinée	1	13 000
2017	Retirée	1	90 000
<b>République démocratique populaire de Corée</b>		<b>1</b>	<b>98 000</b>
2018	Approuvée	1	98 000
<b>République démocratique populaire Lao</b>		<b>1</b>	<b>99 899</b>
2018	En cours de traitement	1	99 899
<b>République dominicaine</b>		<b>2</b>	<b>31 848</b>
2008	Retirée	1	7 500
2010	Incomplète	1	24 348
<b>République unie de Tanzanie</b>		<b>1</b>	<b>25 000</b>
2014	Inappropriée / Pas examinée	1	25 000
<b>Saint-Kitts-et-Nevis</b>		<b>1</b>	<b>99 443</b>
2017	Approuvée	1	99 443
<b>Sénégal</b>		<b>2</b>	<b>121 903</b>
2012	Incomplète	1	22 014
2017	Approuvée	1	99 889
<b>Seychelles</b>		<b>2</b>	<b>99 862</b>
2009	Approuvée	1	9 862
2015	Approuvée	1	90 000
<b>Soudan</b>		<b>2</b>	<b>186 647</b>
2009	Approuvée	1	12 167
2014	Approuvée	1	174 480

<b>Tadjikistan</b>		<b>1</b>	<b>44 500</b>
2017	Renvoyée	1	44 500
<b>Tchad</b>		<b>1</b>	<b>84 709</b>
2017	Renvoyée	1	84 709
<b>Togo</b>		<b>3</b>	<b>149 610</b>
2009	Approuvée	1	24 770
2012	Approuvée	1	24 950
2017	Approuvée	1	99 890
<b>Tonga</b>		<b>1</b>	<b>85 912</b>
2017	Approuvée	1	85 912
<b>Ukraine</b>		<b>2</b>	<b>33 500</b>
2008	Rejetée	1	5 000
2017	Approuvée	1	28 500
<b>Uruguay</b>		<b>2</b>	<b>211 875</b>
2010	Retirée	1	25 000
2011	Approuvée	1	186 875
<b>Vanuatu</b>		<b>1</b>	<b>23 908</b>
2015	Approuvée	1	23 908
<b>Vietnam</b>		<b>5</b>	<b>85 981</b>
2008	Approuvée	1	6 000
2009	Approuvée	1	6 000
2010	Approuvée	3	73 981
<b>Yémen</b>		<b>1</b>	<b>77 760</b>
2017	Retirée	1	77 760
<b>Zambie</b>		<b>12</b>	<b>446 748</b>
2011	Retirée	1	25 000
2012	Retirée	1	24 000
2015	Approuvée	2	49 927
	Inappropriée / Pas examinée	1	25 000
	Retirée	4	99 925
2017	Inappropriée / Pas examinée	1	98 050
	En cours de traitement	1	25 000
2018	En cours de traitement	1	99 846
<b>Zimbabwe</b>		<b>12</b>	<b>861 033</b>
2010	Approuvée	2	37 000
	Incomplète	1	25 000
2011	Retirée	1	22 622
2015	Retirée	1	94 725
2016	Approuvée	1	98 927
	Renvoyée	1	99 052
	Rejetée	2	199 714
2017	Approuvée	1	93 242
	Inappropriée / Pas examinée	1	91 901
	Retirée	1	98 850
<b>Total</b>		<b>173</b>	<b>8 498 292</b>